



CSE du 27 octobre 2022 Explication vote CGT sur la SEF

Pour la CGT, la situation économique et financière de Pôle emploi dans les Pays de la Loire ne peut être déconnectée de la situation économique et financière de Pôle emploi au niveau national.

Même si des spécificités locales peuvent exister, la centralisation budgétaire de Pôle emploi n'est pas à démontrer. Le nombre de fois où la direction régionale renvoie au national en réponse aux questions des élus du CSE en est la parfaite illustration.

Tout comme au national, le recours exclusif à l'embauche en CDD, le budget toujours plus conséquent accordé à la sous-traitance et à l'externalisation ne peuvent, évidemment pas satisfaire la CGT.

Les résultats excédentaires de Pôle emploi en 2020 et 2021 auraient pourtant permis de répondre aux revendications de la CGT, à savoir :

- La titularisation de tous les collègues en situation de précarité, s'ils le souhaitent, et des embauches à la hauteur des besoins exprimés par les usagers
- La ré-internalisation de la sous-traitance
- Une augmentation générale des salaires et des traitements à la hauteur des pertes de pouvoir d'achat subies et une indexation des salaires sur l'inflation

Le refus de satisfaire ces revendications, qui sont, rappelons-le, celles des agents de Pôle emploi, le contenu de l'accord NAO ou encore le contenu du Projet de Loi de Finances 2023 et la réforme de l'assurance chômage démontrent une posture pour le moins idéologique de Pôle emploi, dans la droite ligne des projets gouvernementaux dont la direction se fait désormais le porte-parole.

La Situation Economique et Financière de Pôle emploi s'inscrit pleinement dans le cadre des mesures d'austérité budgétaire du gouvernement. Les inquiétudes sont grandes au vu du chantier France Travail débuté avec les groupes de travail mis en place par le ministère et le haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises dans le cadre du comité des parties prenantes. Le seul objectif du gouvernement est bien de continuer de s'attaquer aux plus précaires. Sa volonté est bien de remettre en cause les missions de service public de l'emploi, tout en inscrivant France Travail dans une logique financière : récupérer des budgets supplémentaires tout en réduisant les dépenses, au détriment, notamment, des rémunérations et des conditions de travail des agents.

Compte tenu de tous ces éléments, les élus CSE de CGT Pôle emploi Pays de la Loire ne peuvent que porter un vote défavorable à la Situation Economique et Financière.